

DMC

N° 158
Du 14/02/2019

ARRET SOCIAL
DE DEFAULT

5ème CHAMBRE SOCIALE

AFFAIRE

La Société PROCEDE et
CONSTRUCTION
MECANIQUE dite PCM SARL

(la SCPA JURISFORTIS)

C/

Monsieur BAMBA ADAMA

COUR D'APPEL D'ABIDJAN COTE D'IVOIRE

5ème CHAMBRE SOCIALE

AUDIENCE DU JEUDI 14 FEVRIER 2019

La Cour d'Appel d'Abidjan, 5ème Chambre Sociale séant au Palais de justice de ladite ville, en son audience publique ordinaire du Jeudi quatorze février deux mille dix neuf à laquelle siégeaient ;

Mme SORO NOUGNON ANGE ROSALIE YEO,
Président de Chambre, PRESIDENT ;

**Monsieur KOUAME GEORGES et Mme POBLE
CHANTAL épse GOHI**, Conseillers à la Cour, MEMBRES ;

Avec l'assistance de Maître **AKRE ASSOMA** GREFFIER ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

**ENTRE : La Société Procédé et Construction
Mécanique dite PCM SARL ;**

APPELANTE

Représentée et concluant par Maître COULIBALY SCHENA,
Avocat à la Cour, son conseil ;

D'UNE PART

ET : Monsieur BAMBA ADAMA ;

INTIME

Non comparant ni personne pour lui ;

D'AUTRE PART

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : Le Tribunal du Travail d'Abidjan-plateau, statuant en la cause en matière sociale a rendu le jugement n°404 /CS5 en date du 02/03/2018 au terme duquel il a statué ainsi qu'il suit ;

1ère GROSSE DELIVREE le 10 juillet
2019 M. BAMBA ADAMA

Statuant publiquement, par itératif défaut en matière sociale et en premier ressort ;

Rejette la fin de non-recevoir soulevée par la société PCM ;

Reçoit monsieur BAMBA ADAMA en son action ;

L'y dit partiellement fondé ;

Dit que le licenciement de ce dernier est abusif et imputable à la société PCM ;

Condamne cette dernière à lui payer le sommes suivantes ;

-164.524 francs d'indemnité de préavis ;

-156.049 francs d'indemnité de licenciement ;

-75.828 francs de rappel revalorisation SMIG ;

-47.496 francs d'arriérés de salaire ;

-493.572 francs de dommages et intérêts pour licenciement abusif ;

-82.262 francs de dommages et intérêts pour non délivrance de certificat de travail ;

-82.262 de francs de dommages et intérêts pour non remise de relevé nominatif de salaire ;

Le déboute du surplus ;

Ordonne l'exécution provisoire de la décision pour les droits acquis d'un montant de 124.324 francs ;

Par acte n° 290 du greffe en date du 15/05/2018 COULIBALY SEHENA conseil de la société PCM SARL a relevé appel dudit jugement ;

Le dossier de la procédure ayant été transmis à la Cour d'Appel de ce siège, la cause a été inscrite au Rôle Général du greffe de la Cour sous le numéro 549 de l'année 2018 et rappelée à l'audience du jeudi 29/11/2018 pour laquelle les parties ont été avisées ;

A cette audience, l'affaire a été évoquée et renvoyée au 13/12/2018, après plusieurs renvois pour divers motifs et fut utilement retenue à la date du 01/01/2019 sur les conclusions des parties ;

Puis, la Cour a mis l'affaire en délibéré pour arrêt être rendu à l'audience du 14/02/2019– A cette date, le délibéré a été vidé à la date de ce jour ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

Advenue l'audience de ce jour Jeudi le 14/02/ 2019 ;

La Cour vidant son délibéré conformément à la loi à rendu l'arrêt ci-après, qui a été prononcé par Madame le Président ;

Statuant publiquement, ~~par itératif défaut~~ en matière sociale et en premier ressort ;

Rejette la fin de non-recevoir soulevée par la société PCM ;

Reçoit monsieur BAMBA ADAMA en son action ;

L'y dit partiellement fondé ;

Dit que le licenciement de ce dernier est abusif et imputable à la société PCM ;

Condamne cette dernière à lui payer le sommes suivantes ;

-164.524 francs d'indemnité de préavis ;

-156.049 francs d'indemnité de licenciement ;

-75.828 francs de rappel revalorisation SMIG ;

-47.496 francs d'arriérés de salaire ;

-493.572 francs de dommages et intérêts pour licenciement abusif ;

-82.262 francs de dommages et intérêts pour non délivrance de certificat de travail ;

-82.262 de francs de dommages et intérêts pour non remise de relevé nominatif de salaire ;

Le déboute du surplus ;

Ordonne l'exécution provisoire de la décision pour les droits acquis d'un montant de 124.324 francs ;

Par acte n° 290 du greffe en date du 15/05/2018 COULIBALY SEHENA conseil de la société PCM SARL a relevé appel dudit jugement ;

Le dossier de la procédure ayant été transmis à la Cour d'Appel de ce siège, la cause a été inscrite au Rôle Général du greffe de la Cour sous le numéro 549 de l'année 2018 et rappelée à l'audience du jeudi 29/11/2018 pour laquelle les parties ont été avisées ;

A cette audience, l'affaire a été évoquée et renvoyée au 13/12/2018, après plusieurs renvois pour divers motifs et fut utilement retenue à la date du 01/01/2019 sur les conclusions des parties ;

Puis, la Cour a mis l'affaire en délibéré pour arrêt être rendu à l'audience du 14/02/2019-^A à cette date, le délibéré a été vidé à la date de ce jour ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

Advenue l'audience de ce jour Jeudi le 14/02/ 2019 ;

La Cour vidant son délibéré conformément à la loi a rendu l'arrêt ci-après, qui a été prononcé par Madame le Président ;

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;

Ensemble l'exposé des faits, procédure, prétentions des parties et motifs ci-après ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

DES FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par déclaration d'appel enregistrée le 15 mai 2018 sous le N°290/2018, Maître Coulibaly Sehena, de la SCPA JURISFORTIS, Conseil de la société PCM, SARL a relevé appel du jugement social contradictoire N°404/CS5/2018, signifié le 03 mai 2018, rendu le 20 mars 2018 par la cinquième chambre du Tribunal du Travail d'Abidjan, lequel tribunal saisi le 17/10/2017, par monsieur BAMBA ADAMA d'une requête, a statué ainsi qu'il suit:

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en dernier ressort,

Rejette la fin de non-recevoir soulevée par la société PCM ;

Reçoit monsieur Bamba Adama en son action ;

L'y dit partiellement fondé,

Dit que le licenciement de ce dernier est abusif et imputable à la société PCM ;

Imputable à son employeur revêt un caractère abusif ;

Condamne cette dernière à lui payer les sommes suivantes :

-164524 FCFA d'indemnité de préavis,

-156.049 FCFA d'indemnité de licenciement

-75.828 FCFA de rappel valorisation SMIG,

-47.496 FCFA d'arriérés de salaire

-493.572 FCFA de dommages et intérêts pour licenciement abusif ;

-82262 FCFA de dommages et intérêts pour non délivrance de certificat de travail ;

- 82262 FCFA de dommages et intérêts pour non remise de relevé nominatif de salaire ;

Le déboute du surplus ;

Ordonne l'exécution provisoire de la décision pour les droits acquis d'un montant de 124324 FCFA ;

Considérant qu'il ressort des énonciations du jugement attaqué que Bamba Adama a été embauché le 16/06/2009, par la société PCM, en qualité de menuisier, moyennant un salaire de base mensuel de 90383 FCFA ainsi que cela ressort de son bulletin de salaire versé au dossier;

Que son contrat de travail a été brusquement rompu le 09/01/2016 sans qu'il ne lui soit remis de lettre de licenciement, au mépris de la procédure disciplinaire et sans motif légitime en violation des articles 17,2 et 18,15 du code du travail ;

Qu'il en a déduit qu'il était ainsi victime d'un licenciement abusif ;

Considérant qu'en réplique, la société PCM Sarl soulève l'irrecevabilité de l'action du sieur BAMABA ADAMA, motif pris de ce que ce dernier n'a pas indiqué dans sa requête, sa date de naissance afin de permettre la vérification de sa capacité à agir en justice comme l'exige l'article 3 du code de procédure civile ;

Elle fait valoir, par ailleurs, que ce dernier a été licencié pour insubordination après avoir refusé de réceptionner la demande d'explications à lui adressée suite à une mauvaise exécution de son travail ;

Elle indique, en outre, que le refus du travailleur de rejoindre son poste comme le lui demandait son employeur devant l'inspecteur du travail et des lois sociales s'analyse également comme un abandon de poste ou une démission ;

Elle ajoute que l'indemnité compensatrice de congé, la gratification et le salaire de présence ont été payés ;

Elle conclut, en conséquence, que l'action de monsieur Bamba Adama est mal fondée ;

Elle produit, à l'appui de ses allégations, la demande d'explication du 11/01/2016.

Considérant qu'en cause d'appel, la Société PCM Sarl a réitéré ses prétentions d'instance ;

Quant à l'intimé, il n'a ni comparu ni déposé ;

Sur ce

En la Forme

Sur le caractère de la décision

Considérant que l'appel n'a pas été notifié à l'intimé ;

Qu'il n'a ni comparu, ni été représenté, ni conclut ;

Qu'il y a lieu de statuer par défaut à son égard ;

Sur la recevabilité

Considérant que l'appel de la Société PCM Sarl a été introduite dans le formes et délais légaux, il y a lieu de le déclarer recevable ;

Au fond

Considérant que la Cour relève une cause d'annulation du jugement en ce que le premier juge a omis de statuer sur la demande en paiement des heures impayées formulée par monsieur Bamba Adama dans sa requête introductive d'instance du 03 novembre 2017;

Qu'il y a lieu d'annuler le jugement déferé et d'évoquer l'affaire ;

SUR EVOCATION

Sur la recevabilité de l'action de Bamba Adama pour nullité de la requête,

Considérant que le premier juge a rejeté cette exception en s'appuyant sur le fait que l'appelante n'avait pas rapporté la preuve du défaut de capacité de l'intimé, surtout qu'elle s'est simplement contentée du fait que sa date de naissance ne soit mentionnée sur sa requête pour soulever cette nullité et par conséquent l'irrecevabilité de la requête ;

Considérant par ailleurs qu'il n'est pas discuté que l'appelante connaît l'intimé pour avoir été liée à celui-ci par une relation de travail ;

Qu'il n'est pas non plus discuté que c'est en tant que personne capable qu'elle a pu nouer cette relation contractuelle ;

Qu'il n'est pas prouvé depuis lors que, l'intimé est frappé d'une incapacité ;

Qu'enfin, aucune disposition légale ne sanctionne de nullité pour défaut de mention de l'âge sur la requête qui saisit le Tribunal du Travail;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il convient de rejeter la fin de non-recevoir soulevée par la Société PCM Sarl;

Sur le caractère et l'imputabilité de la rupture

Considérant qu'il ressort de l'article 18.15 du code du travail que les licenciements effectués notamment, sans motif légitime ou pour faux motif sont abusifs ;

Considérant qu'il ressort des pièces versées au dossier, que l'appelante, prétend avoir licencié l'intimé pour insubordination après que celui-ci a refusé de réceptionner la demande d'explication formulée qu'elle lui a adressée ;

Que toutefois, ses allégations ne sont pas corroborées par des documents probants surtout que le refus de recevoir la demande d'explication n'est pas constaté par un acte d'huissier, lequel selon la loi fait foi jusqu'à inscription de faux ;

Que par ailleurs, l'appelante affirme aussi que l'intimé a démissionné ou abandonné son poste pour avoir selon lui, refusé de rejoindre son poste lors de la tentative de conciliation devant l'inspection du travail ;

Considérant toutefois que la démission ne se présume pas non plus, elle doit être expresse et écrite, et antérieure à la tentative de conciliation entreprise devant les autorités compétentes ;

Qu'en l'espèce, aucune pièce justificative n'est produite pour corroborer ses déclarations ;

Que dès lors, il y a lieu de dire que ce moyen ne peut non plus prospérer ;

Qu'il s'évince de tout ce qui précède que le motif de licenciement n'est pas avéré ;

Qu'aussi convient-il de le qualifier d'abusif ;

Sur les conséquences de la rupture

Sur les dommages et intérêts pour licenciement abusif

Considérant qu'il ressort des dispositions de l'article 18.15 du code du travail que toute rupture abusive du contrat donne lieu à dommages intérêts, lesquels correspondant à un mois de salaire brut par année d'ancienneté, ne peuvent être inférieurs à 03 mois de salaires et supérieurs à 20 mois en tout état de cause ;

Considérant qu'en l'espèce, il est précédemment établi que la rupture du lien contractuel est imputable à l'employeur et abusive;

Qu'aussi l'ex employé Bamba Adama est-il fondé à réclamer des dommages et intérêts pour licenciement abusif ;

Qu'il y a lieu de condamner l'appelante à payer à l'intimé la somme de 493572 FCFA à ce titre ;

Sur les indemnités compensatrices de préavis et de licenciement

Considérant qu'il résulte de la lecture combinée des dispositions de l'article 18.7 et 18.16 du code du travail et de l'article 1 du décret n°96-201 du 7 mars 1996 que les indemnités compensatrices de préavis et de licenciement sont dues au travailleur qui n'a pas commis de faute lourde et à qui la rupture des liens contractuels n'est pas imputable sous réserve que l'employé totalise au moins une année de service continu au sein de l'entreprise ;

Considérant que la rupture du lien contractuel de l'espèce est imputable à l'employeur,

Que par ailleurs, l'ex-employé, n'ayant commis aucune faute lourde,

Qu'il y a lieu de condamner la Société PCM Sarl au paiement des sommes de 164.524 FCFA et 156049 FCFA à titre respectif des indemnités compensatrice de préavis et de licenciement au profit de Bamba Adama;

Sur les arriérés de salaire et le rappel revalorisation de salaire

Considérant que l'ex-employeur, bien que contestant ces demandes, ne produit aucune pièce pour justifier leur rejet surtout que c'est à lui qu'incombe de faire la preuve du paiement du salaire et de ses accessoires conformément à l'article 32.4 du code du travail;

Considérant qu'il ressort de l'article 32.7 du code du travail que les arriérés de salaires sont des droits acquis au travailleur quel que soit le caractère de la rupture du contrat de travail, sauf s'il sont frappés par la prescription biennale;

Qu'en l'espèce, il ressort des pièces du dossier, notamment des bulletins de paie que la société PCM Sarl ne s'est pas acquittée d'une partie du salaire due à son ex-employé ;

Qu'il convient de la condamner à lui payer la somme de 47.496 FCFA au titre de ce chef ;

Considérant qu'il résulte du décret n°2013-791 du 20 novembre 2013 portant revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti, en abrégé SMIG, que celui-ci constitue un droit ;

Considérant qu'en l'espèce, si une partie du contrat de travail des parties qui a débuté le 16/06/2009 et a pris fin le 09/01/2016 s'est effectuée sous l'empire des anciennes dispositions légales, il s'induit des éléments du dossier qu'une durée de 02 ans 01 mois 15 jours, (soit 25 mois 15 jours) dudit contrat s'est effectuée sous l'empire du nouveau décret précité;

Aussi l'intimé est-il fondé à réclamer cette revalorisation qui est de 08%/mois sur la période indiquée ci-dessus, en tenant compte de la prescription de deux ans prévue par l'article 33.5 du code du travail, celle-ci s'élève à la somme de $(78.996 \times 8\% \times 12) = 75.828$ FCFA;

Sur les congés payés, la gratification et le salaire de présence

Considérant qu'il ressort du procès-verbal de l'inspecteur du travail qu'à la rupture du lien contractuel, l'indemnité de congés, la gratification et le salaire de présence ont été régulièrement payés au sieur Bamba Adama ;

Qu'il y a lieu de le débouter de ces chefs de demande ;

Sur les dommages et intérêts pour non délivrance de certificat de travail et de relevé nominatif de salaire

Considérant qu'il résulte de l'article 18.18 du code du travail qu' « à l'expiration du contrat de travail, l'employeur doit remettre au travailleur, sous peine de dommages et intérêts, un certificat de travail ... un relevé nominatif de salaire de l'institution de prévoyance sociale à laquelle le travailleur est affilié »

Qu'en l'espèce, bien que contestant ce droit à l'ex-employé, l'ex-employeur n'apporte aucun élément de preuve pour étayer ses prétentions ;

Qu'il convient de le condamner à payer la somme de 82262 FCFA pour chacun des chefs de demande ;

Sur les dommages et intérêts pour non délivrance de lettre de licenciement :

Considérant que s'il est vrai qu'il ressort de l'article 14.4 code du travail que l'employeur a l'obligation de délivrer à l'employé licencié une lettre de licenciement, il n'en demeure pas moins que cette obligation n'est pas assortie de sanction pécuniaire en cas d'inobservation sauf pour le requérant à prouver cette prétention selon les règles du droit civil ;

Qu'en l'espèce, Bamba Adama ne rapporte pas la preuve de ce droit ;

Qu'il y a lieu de rejeter cette demande ;

Sur les heures impayées

Considérant qu'à l'instar des arriérés de salaires, les heures impayées sont des également des droits acquis au travailleur qui les a effectivement exécutées ;

Que toutefois, en l'espèce, le nommé Bamba Adama ne produit aucun document pour justifier sa prétention ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

Sur l'exécution provisoire

Considérant qu'il ressort de l'article 81.27 du code du travail, que le jugement peut être assorti, de l'exécution provisoire, nonobstant appel ou opposition ;

Considérant cependant, la Cour d'appel statue en dernier ressort ;

Qu'il y a lieu de déclarer cette demande sans objet et de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

En la forme

Statuant publiquement, par défaut, après en avoir délibéré conformément à la loi, et en dernier ressort ;

Déclare l'action de la société PCM Sarl recevable ;

Au fond

Annule le jugement attaqué pour omission de statuer;

EVOQUANT

Rejette la fin de non-recevoir tirée de la nullité de la requête pour défaut de capacité soulevée par la Société PCM Sarl ;

Reçoit Bamba Adama en son action ;

Au fond

L'y dit partiellement fondé,

Dit que le licenciement de Bamba Adama est abusif et imputable à la Société PCM Sarl ;

Condamne la société PCM, SARL à lui payer les sommes suivantes :

-164524 FCFA à titre d'indemnité de préavis

-156049 FCFA à titre d'indemnité de licenciement ;

-75828 FCFA de rappel de la revalorisation du SMIG ;

-47496 FCFA d'arriérés de salaire

-493 572 FCFA de dommages et intérêts pour licenciement abusif ;

-82262 FCFA de dommages et intérêts pour non délivrance e certificat de travail ;

-82262 FCFA de dommages et intérêts pour non remise de relevé nominatif de salaire ;

Déboute Bamba Adama du surplus de ses demandes.

En foi de quoi le présent arrêt a été prononcé publiquement par la Cour d'Appel d'Abidjan, les jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le Greffier ;

